

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Renouer avec les traditions de lutte

**F**ACE aux occupations, aux séquestrations de PDG, au blocage des routes, aux actions de toutes sortes entreprises par les sidérurgistes dans le Nord comme en Lorraine, on assiste à une campagne orchestrée par le pouvoir et visant à dénigrer la violence. Bien entendu, ce sont des fameux « autonomes » qu'il s'agit. C'est contre ces groupes aux actions plus que suspectes que les hommes du pouvoir, tel Peyrefitte, le grand justicier, dirigent leurs diatribes.

Mais ce faisant, ils ont dans le collimateur, c'est manifeste, les actions violentes de masse auxquelles a recouru actuellement la classe ouvrière.

C'est bien elles et non les groupuscules « autonomes », sans doute d'ailleurs moins autonomes qu'on ne le pense, qui les inquiètent fort et les préoccupent.

Ce sont à ces actions qui tendent à frapper les maîtres de forges à la caisse et à désigner les hommes du pouvoir comme les responsables de la situation, qu'ils s'en prennent en fait.

Ce sont elles qu'il cherchent à discréditer en pratiquant l'amalgame vis-à-vis de phénomènes présentés comme « nouveaux ».

Les actions menées par les sidérurgistes et bien d'autres travailleurs seraient-elles donc si nouvelles que la confusion soit possible. S'agit-il d'un phénomène nouveau de société qui serait importé dans la classe ouvrière par les « agitateurs ». La classe ouvrière serait-elle manipulée ?

Il suffit pour démentir toutes les assertions allant dans ce sens de se pencher un tant soit peu sur notre passé. Les traditions de la classe ouvrière de notre pays sont riches en luttes de masse et de classe, en actions dures, à la hauteur des exigences de la riposte qu'il faut apporter au patronat et au pouvoir.

Car, il ne faut pas l'oublier, la violence première c'est bien celle que font régner depuis toujours les exploitateurs et leur Etat. La violence des licenciements, du chômage, de la baisse du pouvoir d'achat. C'est à cette violence-là que la classe ouvrière est amenée à répondre pour sauvegarder ses intérêts vitaux. Qu'on se souvienne seulement des grèves du temps du Front populaire, de celles des années d'après guerre quand Jules Moch envoyait les premiers CRS contre les mineurs.

Certes, pendant toute une période ces traditions ne se manifestaient plus guère et c'est la négociation à tout prix et sans rapport de force qui s'est trouvée mise au premier plan par les dirigeants des organisations syndicales et des différents partis y compris le PCF.

Mais comment ne pas renouer avec ce passé présent dans la mémoire de la classe ouvrière quand le gouvernement appuie à fond le patronat dans les mesures anti-ouvrières ayant pour but de faire payer les frais de la crise aux travailleurs. C'est ainsi qu'en 1967, on vit renaître occupations d'usines et méthodes d'actions efficaces qui devaient se généraliser lors du printemps révolutionnaire de 1968. Ce sont ces méthodes d'action, c'est la juste violence de classe des travailleurs qui se manifeste aujourd'hui et enrichit les expériences passées. Alors qu'on assiste à une attaque d'une grande ampleur de la part du patronat et du gouvernement Giscard-Barre contre la classe ouvrière, celle-ci se doit d'apporter une riposte adaptée et à la hauteur.

Jean QUERCY

# La violence des travailleurs les inquiète !

La rengaine de la provocation, l'appât de la concertation, autant de signes qui en témoignent : les travailleurs sont en bonne voie pour une lutte efficace et ont le soutien de la population.

**Q**UELLE publicité donnée au vandalisme des autonomes ! Quelle coïncidence alors qu'on assiste au développement de justes actions de masse des sidérurgistes et de bien d'autres travailleurs ! Manifestement le pouvoir voudrait entamer le courant de sympathie dont jouissent les sidérurgistes dans la population. Des fois que leur exemple serait contagieux... Ne font-ils pas la preuve que l'action de masse et de classe peut être efficace et que c'est elle qui inquiète réellement le patronat comme Giscard et Barre.

(Voir articles pages 4 et 5)



Vendredi 26 janvier. Les sidérurgistes de Denain en colère occupaient la perception et détruisaient les dossiers

## Après le retour de Khomeiny à Téhéran

# La situation reste tendue

**A**PRES un retour largement à la hauteur de ce qui était attendu — 6 millions de personnes se pressaient tout au long de son passage — Khomeiny semble être décidé à entamer l'épreuve de force tant avec le gouvernement Bakhtiar qu'avec l'armée. C'est au cimetière de Téhéran où sont enterrées les victimes de la répression tout au long de cette année, que Khomeiny a fait son premier discours en Iran après quinze ans d'exil.

Discours très dur. Plus dur même que ce à quoi on s'attendait généralement. N'excluant pas le déclenchement de la lutte armée pour imposer un gouvernement islamique, l'ayatollah a déclaré que des tribunaux devaient être constitués pour juger les anciens ministres et dignitaires du régime.

C'est évidemment plus que n'en pouvait accepter Bakhtiar et l'on voit de plus en plus difficilement la possibilité d'une solution de compromis.

Il ne faut pourtant pas se cacher le risque que représenterait,

pour le peuple iranien lui-même, le déclenchement d'une telle guerre civile. Sans parler même du risque d'intervention directe étrangère, une telle guerre nécessiterait des objectifs politiques et une organisation stricte que le mouvement religieux, quelle que soit sa force par ailleurs, ne semble pas posséder. Faut de quoi la confusion qui en résulterait inévitablement risquerait fort de permettre le détournement d'une année de lutte du peuple iranien de ses objectifs fondamentaux, à savoir la liberté et l'indépendance.

Le parti prosoviétique Toudéh l'a d'ailleurs fort bien compris qui vient de renouveler, le jour-même de l'arrivée de Khomeiny à Téhéran, un appel à la lutte armée. Faible et assez peu influent actuellement, il n'en représenterait pas moins une des seules forces politiques à la fois très organisée et dotée d'un objectif politique clair : faire basculer l'Iran sous l'emprise soviétique.

Les événements des prochains jours seront donc capitaux : en renversant le Shah, le peuple ira-

nien a remporté une grande victoire. Il lui appartient maintenant de consolider cette victoire et d'éviter qu'elle ne se trans-

forme en une situation aussi tragique que la précédente.

Serge FOREST

## Usinor-Denain

# Passer à l'offensive

(Voir article page 3)

## Meeting de soutien à l'indépendance du Cambodge

Le vendredi 2 février 1979 à 20h 30

Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor Paris 5e.  
Métro Maubert-Mutualité

Organisé par le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.

# Après avoir envahi le Cambodge, le Vietnam redouble ses provocations contre la Chine



Des agents envoyés par les autorités vietnamiennes ont posé du côté chinois des pils de bambou.

**A**u cours de son voyage au USA, Deng Xiaoping a fait de nombreuses déclarations sur le danger d'une nouvelle guerre mondiale que font courir au monde les puissances hégémonistes, en particulier l'URSS que l'on retrouve derrière pratiquement chaque conflit et coup d'Etat de ces douze derniers mois (voir notre dernière édition).

En Asie du Sud-est, le Vietnam: soutenu politiquement et militairement par l'URSS: a envahi le Cambodge, après avoir pratiquement colonisé le Laos.

A plus long terme, l'objectif du Vietnam sert la stratégie de Moscou en Asie: dominer la région du Sud-est asiatique jusqu'au détroit de Malacca, point de passage entre l'océan Indien et l'océan Pacifique. L'invasion du Cambodge n'est qu'un premier pas pour mener à bien cette stratégie asiatique du Kremlin. Mais c'est la Chine aussi qui est visée.

## PROVOCATIONS VIETNAMIENNES

Mais la Chine socialiste, en dénonçant ces projets de domination soviéto-vietnamiens, s'est attirée les foudres des dirigeants de Hanoï et du Kremlin.

Depuis mai 1978, cent soixante mille ressortissants chinois ont été contraints de fuir le Vietnam et on ne compte plus le nombre de violations de territoire chinois par des hommes de la milice et de l'armée vietnamienne. Nous ne parlerons donc que des plus récents.

Samedi dernier, des soldats vietnamiens ont tiré au mortier et à la mitrailleuse au-delà de la frontière. Mercredi 31 janvier, à l'aube, des soldats en arme ont, de deux endroits de leur propre territoire, tiré plusieurs centaines de coups de feu contre des villages chinois. Plusieurs maisons ont été endommagées et leurs habitants contraints de quitter leur domicile pour raison de sécurité. Le 29 janvier, à 10 h 30 alors qu'une unité frontalière chinoise en patrouille arrivait dans le région de Koulin, elle a soudain été exposée au feu nourri d'une cinquantaine d'agents armés vietnamiens en embuscade. Li Hongde, un soldat chinois a été blessé et les autres, en légitime défense, ont été forcés de faire feu. Toujours le 29 janvier, un garde-frontière chinois en mission, Liang Guangduan, a été grièvement blessé dans un champ miné par les Vietnamiens armés, dans la région Youai du district de Ningming. L'après-midi, des soldats vietnamiens ont ouvert le feu sur des patrouilles chinoises, du haut de plusieurs collines se trouvant en territoire vietnamien. Le tir a duré plus d'une heure, jusqu'à l'auto-

défense des garde-frontières chinois.

## MENSONGES

Devant tous ces faits, la propagande de Hanoï, suivie de près par celle du Kremlin, s'efforce d'accréditer l'idée qu'il s'agit au contraire, de menaces expansionnistes de la Chine contre le Vietnam. Alors il n'est pas inutile de rappeler que le jour-même de l'invasion de 140 000 soldats vietnamiens contre le Cambodge, Radio-Hanoï prétendait aussi que c'était le Cambodge qui provoquait le Vietnam. Et souvenons-nous que L'Humanité reprenait à son compte ce mensonge (aujourd'hui flagrant), expli-

quant que si le Vietnam avait de si grandes difficultés, c'était, entre autres, à cause des provocations armées du Cambodge et de la Chine. Aujourd'hui, plus personne, même pas L'Humanité ni Hanoï n'osent encore invoquer l'agression du Cambodge contre le Vietnam, ce serait vraiment

trop grotesque. Mais on peut lire les mêmes mensonges à propos de la Chine, que ce soit dans la presse vietnamienne, soviétique sur laquelle on est bien amené à le constater, L'Humanité est alignée.

Citons par exemple cet extrait d'un article soviétique diffusé par l'agence

Novosty: « Nul n'ignore par exemple les projets hégémonistes couvés par les dirigeants de Pékin en Asie du Sud-est. Plus de dix Etats de cette région sont devenus l'objet de "l'agression cartographique" de la Chine, c'est à dire de prétentions territoriales désignées sur les cartes éditées à Pékin ». Tant de cynisme fait vraiment bondir: alors que le peuple cambodgien, lui, n'est pas victime d'une agression « cartographique » mais d'une agression tout court, à l'aide de soldats vietnamiens, armés de matériels soviétiques: chars, avions, etc. Moscou accuse la Chine d'agression!

Citons aussi l'article de L'Humanité du 1er février sur le voyage de Deng Xiaoping aux USA. L'auteur de l'article va jusqu'à se lamenter de l'aide militaire de la Chine au Cambodge,

aide qui a pour effet, selon lui, « de prolonger la guérilla entre les troupes de l'ancien régime de Pol Pot et celles du "Front uni de salut national de Kampuchea" ». Pour l'organe central du PCF, la Chine devrait probablement se laisser provoquer par le Vietnam sans réagir et considérer que l'indépendance d'un pays souverain n'a pas d'importance? Bref, elle devrait se soumettre docilement aux plans de l'URSS et de ses alliés. Mais comme l'a indiqué Deng Xiaoping: « Nous voulons la paix, mais une paix réelle dans laquelle chaque peuple puisse se développer et progresser selon sa propre volonté, libre de l'agression, de l'intervention et de la vexation, non une paix fautive placée sous la mainmise de l'hégémonisme ».

Claude LIRIA

## Le bureau des non-alignés se réunit à Maputo (Mozambique) Soutien aux luttes en Afrique australe Echec des manœuvres vietnamiennes

**L**a réunion du bureau de coordination des pays non-alignés s'est ouverte vendredi 26 à Maputo, au Mozambique. Cette réunion extraordinaire, qui a pour ordre du jour la situation en Afrique australe et la lutte des peuples de la région pour la liberté et l'indépendance, a été inaugurée par un discours dans lequel le président mozambicain, Samora Machel, a dénoncé les régimes racistes de Rodhésie et l'Afrique du Sud et les puissances impérialistes qui les soutiennent.

Dans son intervention, l'ambassadeur du Sri-Lanka aux Nations-Unies, JB Fernando, président de la réunion a souligné que les non-alignés ont un devoir sacré envers les mouvements de libération africains. « La décolonisation, a-t-il déclaré, et la lutte anti-apartheid, sont deux des principes essentiels qui vont de pair avec la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, le racisme et la domination étrangère sous toutes ses formes ».

Un projet de document final doit être soumis à l'approbation de la session

ministérielle des non-alignés qui décidera des mesures d'aide concrètes à fournir aux mouvements de libération et aux pays de première ligne, c'est-à-dire ceux qui ont une frontière commune avec les Etats racistes et qui ont perpétuellement à souffrir de leurs incursions militaires.

Cette réunion aura été aussi très fortement marquée par les répercussions de l'agression vietnamienne contre le Kampuchea, agression qui concernent deux pays membres du Mouvement et qui se trouve en violation flagrante de la Charte du non-alignement. Le début de la réunion a dû être retardée d'une matinée, dès le premier jour. Les représentants vietnamiens et cubains tentaient en effet de faire obstruction à la participation de la délégation du gouvernement légal du Kampuchea, dirigée par Samdech Penn Nouth. Les tentatives se sont cependant soldées par un échec cuisant. Après une discussion prolongée, les chefs des 24 délégations se sont prononcés à une majorité écrasante contre les prétentions des Vietnamiens et des Cubains et pour

la participation aux débats de la délégation légale du Kampuchea. A elle seule, cette prise de position équivalait à une condamnation implicite de l'agression vietnamienne.

D'autre part, quatre pays, la Somalie, l'Egypte, le Maroc et le Zaïre ont officiellement demandé l'exclusion de Cuba du mouvement des non-alignés et le déplacement du prochain sommet qui doit se tenir à la Havane en juillet prochain. La raison de cette demande est l'infraction caractérisée de Cuba par rapport à la Charte des non-alignés qui prévoit explicitement que les Etats membres ne doivent faire partie d'aucune alliance militaire avec l'un ou l'autre des deux blocs. Or, l'utilisation de soldats cubains comme mercenaires par l'Union soviétique en Angola, au Zaïre et en Ethiopie, n'est plus à démontrer, pas plus que l'inconditionnalité de la Havane vis-à-vis de l'ensemble de la politique d'agression soviétique dans le tiers monde.

Cette question sera certainement à nouveau soulevée avant la réunion du sommet de la Havane.

Serge FOREST

## Un nouveau président pour l'Algérie: le colonel Chadli

**L**e colonel Chadli vient d'être élu par le FLN candidat à l'élection présidentielle et secrétaire d'Etat du parti. Assez peu connu du public algérien, on le dit discret et modeste. Il est né en 1929 dans un village proche d'Annaba (ex-Bône), ses parents étaient des paysans très pauvres. On sait très peu de choses sur son enfance et sa jeunesse si ce n'est qu'il n'a pas pu faire d'études au-delà de l'école élémentaire.

En 1954, dès le début de l'insurrection, comme des milliers de jeunes algériens, il rejoint les maquis où il combat comme simple soldat. Sa valeur le conduit rapidement à des responsabilités importantes et en 1960, il est chef de bataillon à la frontière tunisienne. Un an plus tard, il entre à l'état-major général.

Aux premières heures de l'indépendance, il rejoint Alger aux côtés de Houari Boumédiène qui le nomme en 1963 commandant de la 6e région militaire à Constantine. En septembre 1964, il est muté à la tête de la deuxième région militaire d'Oran où il est resté jusqu'à maintenant. Cette région, où se trouvent concentrées les meilleures unités de l'armée algérienne, est très importante depuis le début du conflit du Sahara occidental à l'automne 1975.

Il a participé au « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965 aux côtés de Houari Boumédiène, mais ce n'est qu'en novembre dernier qu'il apparaît au premier plan. Le conseil de la révolution qui assure la direction du pays pendant la maladie du président le nomme alors Coordinateur de l'armée.

H.B.



Usinor-Denain

# Passer à l'offensive!

**U**SINOR-DENAIN : 5 000 licenciements à l'échéance de juin 1979. La mobilisation de 7 000 sidérurgistes. Des actions inégales dont certaines massives et résolues, telle l'occupation des services centraux à Usinor-Trith menée avant les fêtes, durant une semaine, ou encore ce magnifique vendredi de lutte du 26 janvier. Depuis plusieurs semaines, nous

n'avons cessé de la répéter « *Se battre c'est la solution, il n'y en a pas d'autre* ».

A présent, cela est acquis pour tous. A l'approche du 16 février, date de la journée régionale d'action appelée dans le Nord par la CGT, la CFDT et la FEN, et de la journée nationale pour la sidérurgie, faisons donc le point. Pour aller plus loin, pour franchir les obstacles, pour frapper plus fort. RD



15 janvier 1979 : les délégués CGT et CFDT occupent à nouveau les locaux de la chambre patronale de la sidérurgie à Valenciennes.

## Barre dégoise sur les dernières indications conjoncturelles

**C**YNISME et mensonge, voilà comment résumer les déclarations récentes de Barre dans une interview à l'AFP. Tout va très bien, rassurez-vous, pour... les patrons!

« Depuis 1976, le redressement économique et financier de la France est bien engagé (...) Le début de 1979 est marqué par de nets progrès dans la situation économique. Les dernières indications conjoncturelles montrent que la production augmente, que la situation des stocks est saine, que la consommation intérieure atteint un niveau élevé et que la demande étrangère est vigoureuse ». Après ce satisfecit, Barre montre qu'il entend bien continuer sur cette voie, par la « libéralisation » des prix qui va être poursuivie « dans le secteur du commerce et des services. Le gouvernement organisera un retour progressif à la liberté des prix et les marges ». De toute façon, le souci principal de Barre, ce n'est pas empêcher la hausse des prix mais empêcher le réajustement des salaires : « Il est en effet nécessaire que le rythme de progression des rémunérations passe en 1979 en dessous de 10 % et soit dé-

terminé en fonction de la hausse des prix qui semble devoir être, d'après les prévisions, de l'ordre de 8 % ». De toute façon, pour Barre, la situation des chômeurs n'est pas mauvaise : « Les mécanismes d'indemnisation du chômage font que la perte d'emploi n'est plus à l'heure actuelle perte de revenus ». Il y a trois semaines Barre prenait des mesures pour supprimer l'indemnisation du chômage. Et Barre d'affirmer qu'il va poursuivre sans désemparer sa politique de licenciements. Il ne « recommandera pas de différer les mesures de réorganisation ou de restructuration destinées à rendre nos entreprises compétitives ».

Barre licencie des milliers et des milliers de travailleurs, il s'attaque à leur droit à la santé et déclare avec cynisme que cela ne suffit pas, qu'il va poursuivre les hausses et les licenciements. Mais peut-être devrait-il faire un peu plus cas de la colère qui monte chez les travailleurs et de l'idée qui fait son chemin que sans lutte on n'aura rien.

C'est la réponse que les sidérurgistes de Lorraine ont donné mardi à Barre et aux patrons.

Léon CLADEL

## Une crise qui vient de loin

Il est courant d'entendre encore parler de « l'annonce des licenciements au mois de décembre ». Cela est inexact et mérite d'être discuté. Bien sûr, les licenciements dans la sidérurgie du Valenciennois — 5 000 à Usinor-Denain, 550 à Usinor-Trith-St Léger et 420 à la Chiers-Anzin (SS Châtillon-Neuves-Maisons) — ont été annoncés par Etchegaray au comité central d'entreprise extraordinaire qui s'est tenu à Paris le 12 décembre dernier.

Mais si l'on veut bien se souvenir, on ne peut invoquer l'effet de surprise, car, lors d'un précédent comité central d'entreprise du groupe, six mois plus tôt (très exactement le 29 juin 1978 à Paris), le PDG d'alors, Hué de la Colombe, avait déclaré avec cynisme : « Nous avons trop de monde dans le Valenciennois, et si l'on veut voir survivre l'usine de Denain et maintenir une activité à Trith-St Léger, il faut nécessairement réajuster les effectifs... ». Et ce patron de la vieille école, bien connu des sidérurgistes du Valenciennois (il y a été longtemps directeur d'usine pour le groupe Usinor) donna le verdict : 2 900 licenciements, 2 000 à Denain, 900 à Trith... « Au minimum... » ajoute froidement le PDG qui déclare avec aplomb : « Le Valenciennois doit réduire ses effectifs ou mourir... »!

### LE NOUVEAU PLAN ACIER DEVOILE

Six mois plus tard, on ne parle même plus de « survie » pour Denain et de « maintien d'activité » pour Trith. La note s'est alourdie de plus de 3 000 nouveaux licenciés... De fait, tout cela se savait déjà en juin 1978 et l'union départementale CGT du Nord soulignait alors, avec raison, dans un communiqué : « Les décisions... présagent la fermeture pure et simple de Denain et Trith ». Pourtant, qu'a-t-on fait alors pour préparer les travailleurs

à affronter le choc, pour mobiliser les sidérurgistes et les préparer à une bataille dure, massive et de longue haleine ? Poser la question, c'est y répondre.

On peut même remonter encore quatre mois plus tôt, et se reporter au 28 mars 1978. La rumeur fait état d'un nouveau plan acier élaboré presque clandestinement par le gouvernement et les maîtres de forges durant la campagne électorale, plan selon lequel on doit s'attendre à un nouveau train de suppressions d'emplois, de 10 000 à 15 000, échelonnés sur trois ans jusqu'en 1982 ou 1983, qui s'ajouteraient aux 16 000 et 13 000 en Lorraine) « tout laisse à penser au surplus — écrit un journaliste qui révèle l'information tenue secrète — que ce dernier chiffre pourrait passer de 13 000 à 20 000. Au bout de deux ans, on retrouve ainsi les 30 000 à 40 000 emplois excédentaires dont la suppression était jugée nécessaire par certains experts pour obtenir la même productivité qu'en Allemagne fédérale ». (Le Monde du 28 mars 1978).

### MOUVEMENT DE MASSE ?

Alors, effet de surprise que l'annonce des licenciements en décembre 1978 ? Allons donc ! Liberté — quotidien du Nord du PCF — qui s'empare aussitôt de l'information du Monde lance : « Voilà qui devrait susciter un immense mouvement de masse ».

Eh oui, bien sûr ! Mais ce mouvement personne n'y appelle, personne ne l'organise, et les directions syndicales elles-mêmes ne se donnent pas les moyens de le préparer et de l'impulser. Il est vrai qu'au sortir des élections, la classe ouvrière abattue par une stratégie qui venait, une nouvelle fois, de la conduire dans l'impasse, était peu disposé à partir à l'assaut contre les maîtres des forges. Ceux-ci, bien sûr, s'empressent de démentir l'information : « Il n'existe

pas de nouveau plan acier (...) Toute supputation relative à l'évolution des effectifs est dénuée de fondement », déclare la chambre patronale de la sidérurgie : nouveaux mensonges...

Mais on peut prendre le problème de plus haut et

souligner avec force que l'annonce des licenciements à Usinor-Denain et Trith n'était pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Pour tout observateur un peu attentif, il était clair que, de longue date, l'orage approchait.

## Hémorragie pour le Valenciennois

En 16 ans, de 1962 à 1978, la sidérurgie du Valenciennois a perdu 13 000 emplois. Depuis 1965, l'usine de Denain a perdu 2 925 emplois et celle de Trith, 3 021, soit un total de près de 6 000 emplois ! Oui, la sidérurgie du Valenciennois est atteinte depuis longtemps d'une hémorragie de ses effectifs, hémorragie lente mais sûre, manifestant le désengagement progressif des maîtres de forge qui se tournent, durant la même période, vers les unités « les pieds dans l'eau » (Usinor-Dunkerque passe de 500 salariés en mars 1962, à 4 000 en 1967 et 11 000 en 1977).

La crise capitaliste qui déferle depuis 1974-1975 ne fera qu'accélérer ce mouvement de restructuration de leur capital autour des unités les plus rentables engagées par les barons de l'acier depuis plus de 10 ans. Et les manifestations, à Denain et Trith, de ce plan élaboré par la bourgeoisie pour sauvegarder ses profits sont multiples : embauche stoppée, chômage partiel, déclassements, pressions pour faire accepter des

mutations à Dunkerque, Mardyck, Fos-sur-Mer, mise à la disposition du personnel de toutes les offres d'emploi dans toutes les branches industrielles de l'ensemble du pays, licenciements de travailleurs âgés de 56 ans et huit mois et des ouvriers postés âgés de 54 ans, incitation pour les jeunes à devancer l'appel sous les drapeaux, etc.

A chaque fois, la tactique syndicale a été la riposte au coup par coup, sans véritable mobilisation de masse, sans poser le problème dans son ensemble — la liquidation d'unités entières — sans action d'envergure puissante et efficace.

Alors, reposons notre question : devant l'ampleur d'une menace qui — c'est le moins que l'on puisse dire — n'a fait que croître au fil des années d'une menace qui venait de loin, quels plans de lutte ont été dressés pour que les sidérurgistes puissent faire front et mettre en échec les plans des maîtres de forges ? A suivre : Les mesures pour le Nord : « On se moque de nous ».



Satisfait de lui-même et toujours aussi cynique.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge 205 51 10



DANS L'ACTUALITE

# La violence des travailleurs les inquiètent

Par Jean QUERCY et René BREAND

**O**CCUPATIONS, séquestrations de PDG, blocage des routes ou de voies ferrées, siège du commissariat de Longwy, on voit se multiplier aujourd'hui les actions de masse dures menées par les travailleurs. Face à l'attaque

d'ampleur du patronat et du gouvernement, la classe ouvrière a recours à des formes de luttes qui se remarquent par leur esprit d'offensive, la volonté d'efficacité. Bien entendu, le pouvoir cherche à discréditer cette violence de classe des travail-

leurs, à la désamorcer aussi, tandis que certains qui se réclament du mouvement ouvrier viennent parfois à la condamner également. Cette violence de masse, qu'en penser ? Doit-on s'en inquiéter, quels buts doit-elle poursuivre ?

## Lutter pour gagner

**Q**UE les travailleurs descendent aujourd'hui dans la rue avec leurs organisations syndicales, qu'ils occupent et séquestrent ou retiennent dans certains cas leurs patrons ou PDG, comment s'en étonner ?

Ne s'agit-il pas tout simplement d'une riposte légitime à l'offensive antiouvrière à laquelle se livre le pouvoir ? Les cascades de licenciements annoncées avec tant de cynisme par nos gouvernants, la baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation des cotisations sociales ne constituent-elles pas des violences exercées à l'égard des travailleurs ?

Face à cette attaque de

grande ampleur dont l'évidence s'impose aujourd'hui aux yeux de tous, les travailleurs sont amenés fort justement, pour créer un rapport de force à l'utilisation de ces formes d'actions. Cette violence-là à l'appui de la population, elle stimule la combativité, elle unit l'ensemble des travailleurs autour de la classe ouvrière, c'est une violence de masse et non une violence « minoritaire ». Encore faut-il pour qu'elle permette de remporter des succès, qu'elle vise la cible, qu'elle touche d'une manière ou d'une autre aux profits du patronat qu'elle désigne bien comme responsables le pouvoir et le gouvernement Giscard-Barre.



Le 22 décembre à St-Chamond, après l'évacuation de l'usine occupée, 3 000 travailleurs en colère vident les vigiles qui s'étaient installés.

## Quel est l'objectif, c'est la question !

**D**E toutes ces actions, les militants du PCF sont partie prenante au sein du mouvement à côté des autres militants, comme nous-mêmes, là où nous sommes présents. Mais il faut bien constater que dans certains cas, par contre, leurs dirigeants dirigent la colère légitime des militants sur des objectifs fort éloignés de la lutte efficace contre les licenciements. Ainsi, ce que met en avant l'Humanité ces derniers jours, c'est le déchargement des wagons de fer suédois ainsi que la décision de la municipalité de Jany (Meurthe-et-Moselle) d'interdire la circulation de tout convoi par route ou chemin de fer des minerais et produits divers (fonte, fer, acier) provenant de l'étranger, le minéral de fer français, lui, pourra passer quand même. De telles actions ont-elles pour but de stopper la production, et ainsi de prendre les maîtres des forges à la gorge, à les

obliger à reculer devant les ouvriers comme les initiatives qui, elles, bloquent ou gênent la production ? Force est de répondre que non. Par contre, elle détournera la juste violence des sidérurgistes vers l'Europe, cheval de bataille des dirigeants du PCF.

Il y a donc deux poids deux mesures dans l'attitude de ces dirigeants à l'égard de la violence. A propos de la colère des sidérurgistes manifestant jusqu'au commissariat de Longwy la fédération du PCF de Meurthe-et-Moselle-Nord appelait à « isoler ceux qui cherchent à affaiblir et à diviser le mouvement actuel ». Par contre, les actions violentes qui visent le minéral de fer étranger sont portées aux nues du moment qu'elles servent leurs intérêts partisans. Voilà, camarades communistes du PCF, des contradictions et de graves questions auxquelles nous espérons réfléchir ensemble avec vous.

prend que le pouvoir s'efforce de discréditer la riposte des sidérurgistes et ce qu'il a à y gagner. Par contre, ce que l'on comprend beaucoup moins et que l'on ne saurait approuver, c'est que certains dirigeants syndicaux, tout en faisant mine de comprendre la colère et les motivations des travailleurs, laissent entendre publiquement qu'ils se font manipuler.

« Nous comprenons que les travailleurs se laissent amener par les professionnels de l'émeute, d'ailleurs bien connus de la police. » C'est ce qu'a déclaré Solignac de la CGT à FR3 après l'attaque du commissariat de Longwy. Militants CFDT, CGT, non-syndiqués qui vous battez au coude à coude, vous apprécierez sû-

rement ! Quand Hatstatt, secrétaire de l'UD-CGT, lors de la grève d'Usinor-Thionville de 1967, menaçait d'effectuer une marche sur l'hôtel-de-ville de Thionville était-il un provocateur ?

Le refrain du « meneur », du « provocateur », ne recouvre qu'un profond mépris pour les ouvriers. Non les travailleurs ne sont pas des moutons, au contraire, ne voulant pas de licenciements, ils renouent avec les traditions de lutte de la classe ouvrière et avec les seules formes d'action, susceptibles de donner des résultats. D'ailleurs, toutes ces inquiétudes qui percent ça et là dans les milieux les plus réactionnaires, n'est-ce pas le signe qu'ils sont sur la bonne voie ?

## L'appât de la concertation

**A**COTE de la campagne de discrédit de l'emploi des CRS, Giscard-Barre font de gros efforts pour relancer la politique de concertation.

« Venez discuter avec nous, plutôt que d'organiser la lutte contre les licenciements » et ainsi moyennant quelques miettes nous pourrions arriver à notre fin !

Le lendemain de l'appel de Barre, Chêreque, secrétaire général de la CFDT - métallurgie déclarait en substance sur l'antenne d'Europe I : « Il est inadmissible que les organisations syndicales n'aient pas été associées aux décisions mettant en jeu des éléments aussi importants de l'économie. Qu'il n'était pas normal que les syndicats soient cantonnés à ne s'occuper que de questions

sociales, et que les décisions économiques soient prises sans eux ».

Ainsi l'appel lancé au début de la semaine par Barre aux organisations syndicales est présenté aussi comme une victoire des travailleurs. Du côté de Bergeron, même son de cloche, celui-ci déplorant que l'appel n'ait pas été lancé avant car maintenant la situation commence à devenir un peu chaude !

Non, l'appel de Barre n'est qu'un signe de son inquiétude, en cela il est une victoire encourageante pour les travailleurs. Mais ceux-ci n'ont rien à attendre de ces appels à la concertation, ou d'être associés à des plans économiques. Continuer à construire le rapport de force, en entraînant avec eux toujours plus de travailleurs, voilà le seul plan possible que les militants syndicaux doivent opposer à Barre !

## 5 exemples où la police a été lâchée contre les ouvriers

Au Puy, le 12 septembre, les 350 travailleurs d'Elastel-Tissel, qui luttent contre le licenciement de 80 d'entre eux, vont bloquer les portes de la Préfecture pour exiger d'être reçus par Barrot, le ministre de l'Industrie et de l'artisanat. Deux cents CRS les chargent avec violence, les travailleurs ripostent, quatre d'entre eux seront blessés.

A Caen, le 16 novembre, à l'appel de la CGT, CFDT et FEN, pour protester contre le chômage, une opération « Caen, ville paralysée » est organisée. Les quatre ponts de la ville sont bloqués pour empêcher la circulation. Les CRS attaquent les manifestants. Bilan : plusieurs travailleurs blessés dont un très grièvement, mais là aussi les ouvriers ripostent à la violence policière.

Mardi 19 décembre à Saint-Nazaire, la direction des Chantiers de l'Atlantique prétextant une panne EDF renvoie les ouvriers, refuse de leur payer les heures ainsi perdues. Quatre directeurs sont séquestrés à l'hôtel-de-ville. L'après-midi, les trois organisations CGT-CFDT-FO appellent la population à venir soutenir les ouvriers à l'hôtel-de-ville. Le nombre de manifestants augmente. Le soir, les gardes mobiles pénètrent dans l'hôtel-de-ville, matraquant tout sur leur passage et « délivrent » les patrons. Le lendemain, c'est 10 000 personnes résolues et silencieuses qui manifesteront derrière une banderole unique : ici aussi, on sentait la colère sourdre.

Le 22 décembre, à Saint-Chamond, après l'évacuation de l'usine occupée, les vigiles patronaux accompagnés de chiens s'installent jusqu'à ce qu'ils soient chassés par plus de 3 000 travailleurs en colère qui s'étaient rassemblés au son du tocsin.

En novembre, ce sont les milliers de producteurs de porcs, à Pontivy, qui seront chargés par les CRS. Au mois de décembre, un nouveau rassemblement, au cours duquel les dirigeants du syndicalisme agricole officiel furent copieusement conspués pour leur collaboration à la politique de Giscard-Barre, a eu lieu à Vassy, petit village isolé, justement car les autorités redoutaient la colère des travailleurs de la terre.

L'HUMANITÉ ROUGE - Samedi 3 et dimanche 4 février 1979

## La rengaine du provocateur

**T**OUTES ces actions sortant du cadre légal de la bourgeoisie et faites en masse l'inquiètent. Il lui faut stopper cette voie juste que prennent les travailleurs pour riposter aux licenciements et à ses attaques. Voilà aussi qu'on nous ressort la rengaine du provocateur comme aux premiers jours de Mai 68. Ainsi, dans un article intitulé « Aux portes de la violence », le Monde commence à insi-

nuer qu'à Caen, ce sont les autonomes qui ont téléguidé la violence. Comme toutes ces histoires : le sacage des magasins de la rue Saint-Lazare, celui du bureau d'un juge tombent à pic, comme par hasard ! Curieuse coïncidence !

Donnant une large publicité aux actions de ces groupes que nous condamnons, c'est en fait à la juste violence développée par les travailleurs que le pouvoir s'en prend. On com-



Contrôle policier dans le métro

# Le problème des contrôles policiers dans le métro

## Mort d'un policier à Montparnasse

**L**A radio, la télévision et les journaux ont fait grand tapage à propos du flic qui est mort poignardé dans le métro alors qu'il poursuivait un jeune fraudeur. C'est bien le résultat de la provocation permanente que représente la présence des flics dans le métro. Ils parquent dans les couloirs du métro. Pas un travailleur immigré n'échappe à leur contrôle ; bien souvent c'est face contre le mur, les bras en l'air, la fouille complète, l'humiliation et le tabassage comme au temps de l'occupation nazie. De plus en plus, sous prétexte de sécurité, la police développe l'ilotage : des flics toujours les mêmes postés devant un pâté de maisons

pour noter les allées et venues. On ne compte plus les assassinats perpétrés par les flics, les tortures ou tabassage dans les commissariats, comme à Corbeil ou à Toulon il y a deux ans. Tout le monde a en tête le viol de la jeune allemande par les flics de la gare du Nord, celui aussi d'une jeune algérienne. Récemment c'était un ouvrier qui se faisait grièvement blesser par un flic. Car c'est bien là le rôle des flics, l'intimidation, puis la répression. La mort de ce flic dans le métro va être utilisée par la bourgeoisie pour renforcer sa campagne sur la sécurité des Français, pour renforcer l'appareil de répression contre les travailleurs.

L.C.

## La réaction de L'Humanité

**Q**UE dit L'Humanité sur cet événement ? Les dirigeants du PCF font l'amalgame entre le flic poignardé par un travailleur haïtien excédé par les contrôles et la mise à sac et les vols qui ont été commis par des « autonomes » chez un juge parisien. C'est une occasion de plus pour eux de réclamer le renforcement des flics, une aggravation de la répression. Il apparaît que ces deux événements viennent bien à point pour discréditer la violence. Au moment où à Denain les travailleurs ripostent collectivement et de façon violente aux licenciements. « Quelle est l'efficacité des garde-mobiles qui déambulent avec, à l'épaule, leur antique fusil Mas 36, dont

on voit, mal l'usage qui pourrait en être fait dans des couloirs souvent surpeuplés ». Ce que demandent les dirigeants du PCF, ce n'est pas l'arrêt de ces contrôles incessants dans le métro et partout mais un armement plus efficace pour que les flics puissent tirer plus souvent à balles. Les dirigeants du PCF en profitent pour demander un peu plus de flics qu'ils appellent, eux, « les fonctionnaires ». On comprend que mardi dernier L'Humanité ait oublié de parler de l'attaque du commissariat de Longwy par 800 sidérurgistes. Il est difficile de demander à la fois des flics et de soutenir la violence de masse des travailleurs.

Léon CLADEL

## Le rôle de la police

# Après 1968, Marcellin fait une police de combat

**C**E ne sont pas les CRS qui sont intervenus mardi matin contre les ouvriers de la Chiers à Longwy, alors qu'ils séquestraient le directeur de l'entreprise. Non, ce sont les policiers de la sûreté urbaine. Bien qu'inhabituelle, cette intervention de la police urbaine contre les travailleurs en lutte est dans la nature des choses.

Les responsables de certains partis ou syndicats prétendent que les interventions contre les travailleurs constituent un détournement du rôle de la police. Selon eux, la police devrait être employée exclusivement à la circulation, à la lutte contre la délinquance, etc. mais non contre les travailleurs en lutte. C'est là une conception qui ne correspond pas à la réalité de la nature et du rôle de la police.

### APRÈS MAI 68 : LA POLICE SE PRÉPARE AUX COMBATS FUTURS

La police dans tous ses secteurs et l'armée font partie de l'appareil d'Etat de la classe au pouvoir, la bourgeoisie. « L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat » (Lénine dans L'Etat et la révolution). Armée et police ont pour raison d'être et pour rôle fondamental de protéger, au moyen de la violence, le pouvoir de la bourgeoisie, ses intérêts contre la classe opprimée.

L'évolution de la police, la définition de ses tâches, les déclarations même des ministres de l'Intérieur mettent en évidence que là est bien le rôle fondamental de la police. Après les grandes grèves de Mai-Juin 68, le pouvoir a considérablement remanié sa police : le recrutement s'est intensifié, le matériel destiné à la lutte contre les manifestants a été fortement modernisé.

Voici quelques exemples de cette modernisation : la préfecture de police de Paris acquiert entre 1968 et 1970 des petits camions Hanomag, tout terrain, équipés de lames de bulldozer. Puissants, rapides, maniables, ils sont destinés à enfoncer des barricades. Des camions-citernes équipés de canons à eau à très fort débit sont achetés, de même que des camions de transport de « troupes ». Ils sont pourvus de boucliers géants qui peuvent, déployés, barer une rue. Des meurtrières y sont percées permettant d'utiliser des lance-grenades.

Un nouvel équipement de maintien de l'ordre vient équiper certaines unités de la police : le matériel nouveau est constitué d'un casque avec heaume en plastique transparent qui remplace les lunettes, d'un bouclier en plastique transparent, etc.

De nouvelles unités de deux hommes montés sur

motocyclette sont créées. Elles sont chargées de disloquer les petits groupes de manifestants dans les rues étroites, d'empêcher les regroupements, de préparer le travail pour les troupes à pied. La police subit aussi après Mai 68 un entraînement à la lutte anti-émeute. Depuis cette époque, le perfectionnement du matériel et des techniques répressives s'est poursuivi.

Un certain nombre de services nouveaux étaient aussi créés en 1968 afin de recueillir et d'échanger entre services le renseignement au sujet des mouvements révolutionnaires, des syndicalistes, etc. Les renseignements généraux ont été réorganisés. Les écoutes téléphoniques et le fichage ont été activés. Les pouvoirs ont été concentrés de plus en plus entre les mains du ministre de l'Intérieur. Ces réformes, c'est l'évidence même, sont des-



Après 1968, le pouvoir a réorganisé et rééquipé sa police (Photo HR)

tinées à faire de la police un instrument efficace contre tout mouvement de masse.

### QUAND MARCELLIN DONNE RAISON A LÉNINE

Les déclarations de Marcellin, maître d'œuvre de cette organisation, sont d'ailleurs sans ambiguïté sur la signification qu'il faut accorder à ces mesures : « L'histoire nous enseigne qu'il n'y a pas d'autre alternative que de vaincre (les révolutionnaires) ou disparaître... Le mal vient de ce qu'en Mai 1968 on n'a pas frappé assez fort. Ni surtout assez vite. Le mouvement de Mai 1968 aurait dû être liquidé en deux jours. C'est le rôle du ministre de l'Intérieur d'animer et d'orienter... l'action des responsables et des services dans leur tâche de défendre l'Etat... Je leur

ai donné pour consignes permanentes de se consacrer en toute priorité à la lutte contre les menées subversives. » Dans ces discours de Marcellin, le rôle attribué à la police est bien différent des douces et dangereuses rêveries d'une police « démocratique ». Marcellin, l'ancien premier flic de France, donnait raison à Lénine en ce qui concerne la police dont le rôle est bien de protéger le pouvoir de la bourgeoisie contre les exploités.

Depuis lors, les successeurs de Marcellin ont poursuivi l'effort entrepris par lui. La répression des grévistes de la Chiers à Thionville le confirme que, par delà la division du travail au sein de la police, celle-ci toute entière trouve sa raison d'être dans la répression contre les travailleurs en lutte. C'est là le seul point de vue de classe qu'un communiste doit avoir.

A suivre  
HM

## Fuite de plutonium à La Hague

# Les travailleurs paient les tares du nucléaire

**L**E nucléaire fait encore parler de lui aujourd'hui. Un autre accident s'est produit au centre de retraitement des déchets radioactifs de La Hague, le 25 janvier.

Une manche de vinyle qui entourait un container métallique et le container lui-même ont été perforés sur 3 mm laissant s'échapper une dizaine de grammes de plutonium sur le sol. Apparemment, cet accident n'aurait pas contaminé de travailleur.

Mais c'est dans ce même atelier que le 9 novembre dernier, trois employés ont été contaminés.

Ce nouvel accident repose avec acuité le problème de la sécurité des travailleurs de La Hague, des centrales nucléaires et d'une manière générale, la prévention des accidents de travail.

La fuite de plutonium du 25 janvier n'est qu'une goutte dans la cascade d'accidents qui se produisent à La Hague.

Le 29 septembre, une conduite de dérivation est bouchée, dans l'atelier P2 qui traite les déchets de la

filère graphite-gaz. Cependant, l'atelier reprend son activité normale fin décembre et le 20 janvier, du gaz d'iode radioactif est rejeté dans l'atmosphère.

Pour la direction, ces incidents sont les signes de « difficultés d'exploitation ». Notion vague, qui a la prétention de dissimuler les carences de sécurité. En effet, l'interruption de deux mois de l'atelier P2 a été évidemment insuffisante, ce qui a entraîné l'accident du 20 janvier. Et les trois travailleurs contaminés, c'est peut-être au nom des difficultés d'exploitation que leurs résultats médicaux restent secrets ?

Ces quelques exemples témoignent de l'avidité des capitalistes à faire des profits de plus en plus gros, ce qui entraîne immédiatement de nombreux dangers et pour les travailleurs et pour « les consommateurs ».

Ces dangers « les futurs consommateurs » du nucléaire ne les ignorent pas. C'est bien pour cette raison que le gouvernement manie simultanément la carotte et le bâton.

Le fameux mardi noir, marqué par l'interruption

totale de l'alimentation en électricité sur toute la France, a été habilement utilisé pour persuader les Français de la nécessité d'une mise en place rapide, sommaire et autoritaire du nucléaire en France sans que les conditions de sécurité indispensables soient réunies.

Toutefois, il s'avère que ces méthodes persuasives ne permettent pas au gouvernement de parvenir à ses fins. C'est pourquoi, il adopte la menace. L'exemple le plus récent en est le scandaleux chantage de Boiteux, directeur de l'EDF. Il menace les habitants de l'Ouest de la France de leur faire payer plus cher leur consommation en électricité, parce qu'ils refusent l'implantation de centrales nucléaires : « Il ne s'agit pas de punir ceux qui ne veulent pas de centrale nucléaire. Ça ne nous regarde pas. Il s'agit de dire : voilà ce que ça coûte. »

Le gouvernement est bien décidé à poursuivre son programme nucléaire, au mépris de la sécurité des travailleurs concernés et en maniant l'autoritarisme et la matraque à l'égard des populations.

Nathalie VILLOTIERS

# POLITIQUE ET SOCIAL

## Comité à Rennes contre la circulaire Bonnet Non à l'expulsion des étudiants étrangers

**B**ONNET a mis en place des mesures — « circulaire Bonnet » — qui visent à diminuer le nombre d'étudiants étrangers dans les universités, à les réprimer financièrement, politiquement, etc. (cf : les quotidiens du 9 novembre 1978 et du 11 janvier 1979). Cependant, la lutte s'organise contre cette circulaire, l'exemple du comité de Rennes, ci-après, en témoigne.

Le comité de Rennes, créé depuis deux mois environ, regroupe les gens individuellement sur la plateforme suivante :

- Défense des étudiants frappés par la circulaire.
- Lutte pour l'abrogation de la circulaire Bonnet.

Il est soutenu par les organisations suivantes : MAS, UNEF (US), UEC, UNEM, UNECI, AESI, AEAR, UNECA, AEUF, GUPS, UGEJ, UGELF, UNEF, SNCS, SGEN, FO, CRIDEU, CSCV, OCI, PS, PCML, PCR(ml), OCF(ml), JCMLE, LCR, PCF, CGT, CFTD, ASTI, UCF(ml).

Celles-ci apportent leur soutien et doivent respecter la souveraineté du comité : par exemple, dans des démarches, elles doivent mettre en avant le comité et non leur sigle. De même, elles réfèrent au comité de toutes leurs actions. C'est pour régler cette question que le comité a formé une com-

mission « relations extérieures », chargée des rapports des organisations avec le comité.

Une commission juridique s'occupe de la centralisation des cas et de leur défense. Elle met en contact les étudiants touchés avec des avocats (en particulier les représentants du syndicat de la magistrature présents à Rennes). De plus, elle étudie à fond la circulaire Bonnet en essayant de la lier à la circulaire Saunier-Seité, à différents décrets sur les associations d'étudiants étrangers.

Une commission de popularisation organise la mobilisation (rédaction de tracts, de panneaux, affiches d'appel, etc.). Les commissions doivent faire ressortir de leur travail des propositions concrètes, soumises à l'assemblée générale du comité.

Le comité a eu des difficultés à connaître les étudiants étrangers touchés par cette circulaire. Sur 7 étudiants devant être expulsés

le 10 janvier, le comité n'en connaissait que deux. Le comité n'a pas su montrer que la circulaire concernait tous les étudiants (et pas seulement ceux du premier cycle) si bien que certains se croient à l'abri. Au niveau des étudiants français, certains voyaient que les premiers concernés ne se manifestaient pas trop, hésitant à s'engager dans la lutte.

Alors ? Conscient de ces problèmes, le comité a pris certaines initiatives, comme celle d'une réunion avec toutes les organisations étrangères du campus pour discuter de leurs conceptions de la lutte : une assemblée générale de tous les étudiants étrangers de la ville a été décidée afin d'éclairer



Une manifestation contre les expulsions organisée par le comité de lutte contre les expulsions d'étudiants étrangers (photo HR)

l'information sur la circulaire et discuter du rôle des étudiants étrangers.

Les syndicats enseignants (SNES SUP, SGEN, SNCS) et étudiants (MAS, UNEF) ont été également contactés pour discuter de la mobilisation en milieu étudiant.

On voit les tâches du comité sont lourdes. Et pour le moment, ce qui a permis de les assumer plus

ou moins, c'est l'unité qui règne au sein du comité : unité Français-immigrés, unité entre les diverses organisations étrangères, Français et immigrés aussi, qui loin des querelles de chapelle, ont bien conscience que face aux expulsions, ce n'est ni le lieu ni le moment de mettre sur le tapis certains débats.

Une coordination natio-

nale est en préparation.

Si des comités veulent nous faire parvenir leur expérience, pour nous rejoindre, écrire à : Comité contre les expulsions des étudiants étrangers. ASTI 118bis, rue de l'Alma 35000 RENNES

Correspondant Rennes

### Television

**SAMEDI 3 FEVRIER sur A2 à 20 h 30 — La nuit des césars**

Réunis dans une « Académie des Arts et techniques du cinéma » présidée par Robert Enrico, 1600 professionnels (acteurs, réalisateurs, dialoguistes et techniciens du cinéma) ont voté pour désigner les meilleurs d'entre eux : ceux qui recevront les Césars récompense qui correspond aux Oscars américains. Il y a deux ans, c'est Joris Ivens, le grand cinéaste révolutionnaire qui était récompensé. Le jury devra choisir parmi des films et des auteurs dignes d'intérêt : Claude Brasseur, Jean Carmet, Gérard Depardieu, Michel Serrault.

Parmi les actrices, Anouk Aimée, Annie Girardot, Isabelle Huppert. Parmi les meilleurs films français : *L'argent des autres*, Molière, *Une histoire simple*.

Pour le meilleur réalisateur : Christian de Chalonge, Michel Deville, Ariane Mnouchkine, Claude Sautet. Armand Piriou évoquera les quatre grands réalisateurs français nés au 19<sup>e</sup> siècle : René Clair, Abel Gance, Marcel Lherbier, Jean Renoir et il fera l'éloge de Charles Vanel, le plus vieux des comédiens français.

**DIMANCHE 4 FEVRIER sur A2 à 20 h 35 : La terre de la grande promesse :**

C'est une grande fresque sur la naissance du capitalisme à Lodz en Pologne. Lodz, c'est la cité de la laine et du coton. Wajda montre l'exploitation des ouvriers, le travail des enfants. La façon dont Wajda, dans ce film, peint le financier juif tient de l'antisémitisme et lui enlève la force de critique sociale qu'il contient par ailleurs.

**DIMANCHE 4 FEVRIER FR3 à 20 h 30 : Ribennes — Les Héritiers du Gévaudan :**

L'évolution d'un village de Lozère du 16<sup>e</sup> siècle à nos jours. La première partie s'étend du 16<sup>e</sup> siècle au 18<sup>e</sup> siècle. Comment vivaient les gens à cette époque, c'est ce qu'un jeune historien a essayé de reconstituer à partir des testaments et des mariages. En fonction de quels critères se faisaient les mariages, comment les héritages se transmettaient-ils ? Les mariages se faisaient en fonction d'impératifs purement économiques pour renforcer l'outil (la ferme), l'unité de production agricole, basée principalement sur l'élevage. L'historien a traité les testaments et les actes de mariages à l'ordinateur pour une plus grande rigueur. Le mariage était un acte économique dans lequel les sentiments entraient bien peu. On suit ainsi le trajet d'une dot à travers les familles. C'est un véritable voyage à travers l'histoire de ce village que nous fait effectuer Pierre Dumayet. Et à travers l'histoire de ce village, nous revivons intensément l'histoire de France d'une façon globale. C'est l'occasion pour nous montrer les activités économiques des habitants de Ribennes, les classes sociales : nobles, bourgeois, petits paysans, domestiques. On aborde la révolution française, les révoltes qu'elle a suscitées contre elle, la conscription obligatoire. On apprend que la Lozère était un des départements qui ont fourni le plus de conscrits aux marchands d'hommes. Une histoire passionnante faite à partir des réalités sociales et économiques. Dumayet fait preuve d'un grand respect pour les petits paysans. On le montre discutant avec les descendants des familles dont il parle pour leur faire part de ses résultats et les confronter avec ce qu'ils ont appris oralement de leurs ancêtres. Cela nous vaut de visiter de splendides paysages de Lozère.

Des émissions comme on a rarement l'occasion d'en voir. A ne pas rater.

**DIMANCHE 4 FEVRIER sur FR3 à 21 h 30 : Le cinéma et son temps : les années 30 — Une époque passionnante pour le cinéma français.**

Les années trente verront le déclenchement de la grande crise économique en Europe. Ce sera un moment d'intenses bouleversements avec la montée du fascisme, l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Ces années seront marquées en France par de grandes luttes de la classe ouvrière contre la crise du capitalisme, pour l'unité contre le fascisme et contre les dangers de guerre. Ces transformations, ces mouvements refléteront dans les films de René Clair, de Duvivier ou de Jean Renoir qui s'engage directement auprès du front populaire.

**LUNDI 5 FEVRIER sur TF1 à 13 h 50 : D'hier et d'aujourd'hui : Claire —**

C'est une chanteuse de Besançon. Or, qui dit Besançon, dit Lip. Elle a chanté pour soutenir la lutte des travailleurs de cette usine. Elle chante la vie, l'amour, les luttes des ouvriers et des ouvrières, son dernier disque s'intitule : « Si vous saviez comme vous êtes beau ».

**LUNDI 5 FEVRIER sur A2 à 18 h 35 : C'est la vie — Voyage au pays des exclus.**

Les handicapés mentaux. A partir de ce lundi et tous les jours pendant trois semaines, « C'est la vie » proposera une série complète sur l'univers des handicapés mentaux, à partir de témoignages de parents, de médecins, d'éducateurs et surtout d'handicapés eux-mêmes. Ce lundi, le langage artificiel : une occasion pour nous de mieux connaître ces êtres que la société rejette bien souvent.

**LUNDI 5 FEVRIER à 21 h 40 sur A2 : Question de temps : Norodom Sihanouk.**

Etait prévue initialement une émission sur *L'Europe et la santé*. Nous verrons en fait une interview du prince Sihanouk à New York réalisée par Elkabach.

**MARDI 6 FEVRIER à 14 h 55 sur TF1 : Le regard des femmes sur la société. Les mères célibataires.**

Chaque année, en France, il y a 60 000 nouvelles mères célibataires. On en compte aujourd'hui un million. Mais elles sont toujours montrées du doigt et doivent affronter les difficultés toutes seules. Il y aura un débat auquel participera Huguette Louba, présidente de l'association nationale des mères et pères célibataires, créée en 1977.

**MARDI 6 FEVRIER sur TF1 à 20 h 35 : Des paysans. Les racines.**

Voilà la première émission d'une série de quatre sur les paysans. Cette première partie est réalisée chez des paysans de Bagnères de Bigorre qui sont l'objet d'études de la part des ethnologues de toute sorte. En effet, ils habitent une vallée relativement fermée et auraient conservé intactes certaines de leurs traditions. Au moment où Barre se prépare, au nom de la rentabilité, de la concurrence, à éliminer les petits paysans, on nous présente ceux-ci comme les derniers tenants d'une vie libre, au grand air, alors qu'ils sont écrasés de travail, surchargés de dettes et que leur revenu baisse chaque année.

**QUESTIONNAIRE TF1 à 22 h 25 : Santiago Carillo.**

Une émission qui permettra de mieux cerner les divergences entre PCE et PCF, notamment sur l'URSS et sur l'Europe. En effet, Carillo, secrétaire du Parti communiste espagnol, est eurocommuniste, il prend ses distances avec Moscou sur la politique internationale de l'URSS et sur la politique intérieure du PCE.

### Courrier des lecteurs

## A propos du préavis de grève

**J**E travaille comme bouliste (distribution de pneumatiques dans un bureau PTT). Je suis délégué syndical CFTD. Avec tous mes camarades de travail nous venons de mener une lutte pour obtenir à ce qu'on ne roule pas en moto lors de temps froids, verglas, etc.

Cette lutte, c'est d'abord les réunions (assemblées générales) où la discussion est à tout le monde, syndiqués et non-syndiqués, ou l'unité a demandé un long travail. Dans ces réunions nous avons décidé de ne pas effectuer le service, lors de temps froids ; or, un matin alors que la température était de moins 3 degrés, le receveur exigeait que l'on effectue le service en moto et il était même d'accord pour que l'on raccourcisse le nombre de courses. Il n'en était pas question, nous avons décidé ensemble que nous ne partirions pas en moto, si les conditions ne le permettaient pas. Sur ce, nous n'avons pas effectué le service et nous étions en grève sans préavis, donc illégale aux yeux de l'administration. Nous étions prêts à la refaire le lendemain.

L'autre brigade de l'après-midi s'est mis également en grève sans préavis (alors que la température s'était légèrement relevée) en signe de solidarité avec notre brigade.

Mais le lendemain, vu notre détermination et le blocage des pneumatiques (lettres urgentes, entreprises privées !!!), l'administration

nous a filé des voitures pour effectuer le service.

Si le titre de cet article est « A propos du préavis de grève », c'est que tout s'axe sur cette phrase. Si nous avons posé un préavis de grève, cela aurait permis à l'administration, avec les cinq jours, de s'organiser pour affaiblir la détermination (en prenant individuellement les boulistes) ou faire effectuer la distribution des pneumatiques par d'autres postiers, d'où la justesse de notre décision ; les boulistes n'étaient pas très chauds, mais ils ont pu s'apercevoir que dans la pratique, eh bien, nous avions raison.

Actuellement, nous effectuons une course en moto et par bouliste, lorsque la température est de plus cinq degrés à zéro degré et en-dessous de zéro en voiture. Avant, comme le prévoyait le plan froid de l'administration, nous ne pouvions effectuer une course que lorsque la température était à moins cinq degrés.

Nous avons donc remporté une victoire. Toutefois, l'administration est une sale bête qu'il ne faut pas sous-estimer ; c'est pourquoi nous devons être toujours en lutte permanente, nous organiser pour prendre conscience de nombreux problèmes qui nous touchent de près comme de loin ; notre travail doit s'élargir à tous les bureaux de boulistes à tout le personnel PTT, à tout le prolétariat, nous sommes tous dans le même pétrin.

Un camarade postier de Clichy.



Les ouvriers de Brissonneau à Nantes, alors qu'ils bloquent la commission paritaire de l'emploi. Ils se battent contre les licenciements. Les travailleurs de la SNIA à Nantes se battent, eux, pour l'embauche.



## Quand ceux qui ont du boulot se battent pour ceux qui en ont pas

LA SNIA (aéronautique Nantes Bouguenais) est l'une des boîtes de la région à avoir suffisamment de boulot. Alors qu'aux chantiers de l'Atlantique (St-Nazaire) l'horaire est de 34 heures par semaine, alors que BLM veut licencier, la SNIA a ramené l'horaire à 41 h 30 par semaine. Cela n'est pas encore suffisant pour répondre à la demande. Au lieu d'embaucher, cette société nationalisée soustraite donc une part importante de travaux et surtout remet à l'ordre du jour les heures supplémentaires. Un certain nombre de travailleurs bossent donc le samedi ou restent le soir.

Samedi à 4 h 30 du matin, les ouvriers qui venaient à l'embauche ont trouvé un piquet de grève devant les grilles. Un nombre important d'ouvriers de la SNIA auxquels s'étaient joints les travailleurs de BLM bloquaient l'entrée à l'appel de la CFDT et de la CGT : « On a du boulot, mais on se bat pour ceux qui n'en ont pas » expliquent les gars de la SNIA.

Dans le froid, autour d'un feu de bois, avec du café, du vin chaud et des pommes cuites des explications se sont engagées entre les grévistes de BLM et les ouvriers de la SNIA qui venaient faire des heures supplémentaires. Nombreux sont ceux qui sont rentrés chez eux. Bel exemple de solidarité pour exiger du travail pour tous.

Correspondant

## Caisse d'épargne à Marseille

### De nouveau 48 heures de grève

UN conflit à Marseille retient particulièrement l'attention, il s'agit de la grève avec occupation de la caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône et en Corse.

Nous avons déjà parlé des revendications et des actions passées dans *L'Humanité rouge* No 1 013. Il s'agit d'un conflit très dur et offensif qui montre que malgré les attaques sans précédent du patronat et du gouvernement Giscard-Barre contre les travailleurs, ceux-ci n'ont rien perdu de leur combativité et même dans des secteurs traditionnellement réputés comme paisibles.

Il faut le signaler, c'est la première fois depuis bien longtemps à Marseille qu'une lutte offensive pour poser des revendications non liées à l'emploi se développe.

Les travailleurs avaient décidé le vendredi 19 au soir, après 72 heures d'occupation du siège central, de suspendre le mouvement jusqu'au mercredi 24, voir *L'Humanité rouge* No 1 016. Ce jour-là, les employés se rendirent au matin devant le siège. Les flics étaient en grand nombre et devant les provocations des veilleurs de nuit et surtout pour éviter des heurts sérieux qui auraient porté préjudice à leur action, la décision d'occuper fut reportée.

#### ON RENTRE

Mais toute la journée du 24, les bureaux restèrent fermés. Un comité d'établissement étant prévu pour le mardi 30, les ouvriers décident de s'y rendre en masse et de prévoir la poursuite du mouvement pour 48 heures les mercredi 31 et jeudi 1er février.

C'est donc mardi à 16 h 30 que le comité d'établissement a eu lieu. A l'ordre du jour, les délégués syndicaux décident d'y inclure les deux points essentiels de revendications : les classifications et la sauvegarde du statut.

Le patron, lui, est très serein. Pour lui, il s'agit d'un comité d'entreprise habituel. Comme si aucun mouvement ne s'était passé. Il apporte quelques réponses au sujet des classifications, en essayant de faire passer la note en douceur. C'est une nouvelle mouture de la même politique. D'ailleurs, pressé par les questions des délégués, il opposera, comme à son habitude, un non catégorique à toutes les revendications.

La réunion se termine à 19 heures. 150 personnes attendent les résultats à la porte du siège central. Les délégués font le compte rendu. Tous les présents décrètent alors l'occupation immédiate du centre. On assiste à des palabres avec le président, le directeur, le sous-directeur, etc.

Toutes les huiles sont présentes. Pour les employés, c'est : on ne bouge pas, on rentre. Peu après, et comme par hasard, les portes s'ouvrirent. Tout le monde investit le siège. Là, une assemblée générale s'improvise, on parle du comité d'entreprise et un arrêt de travail de 48 heures est décidé à partir du lendemain, avec occupation.

Mercredi, c'est une nouvelle journée d'occupation. Chacun se retrouve et les discussions vont bon train. C'est la même atmosphère de mobilisation intense. Ce matin, une délégation des employés se rend au siège du syndicat patronal des caisses d'épargne (URCE).

#### LES EMPLOYÉS DE BANQUE SOLIDAIRES

Les patrons se barricadent et appellent les forces de police. On voit donc face à face, d'un côté les employés et de l'autre les flics, qui montrent véritablement qui ils défendent. C'est à ce moment précis que les employés de la caisse d'épargne verront apparaître un cortège de plusieurs centaines de personnes qui crient : « Banques, caisses d'épargne, même combat ».

Il s'agit de la manifestation des employés des banques, qui, dans la plus grande unité puisque tous les syndicats y participent, avaient décidé une grève de vingt-quatre heures sur leurs revendications. Cette marque de solidarité entre les banques et la caisse d'épargne sera très appréciée des employés et montrera que ce ne sont pas les travailleurs qui sont isolés mais les patrons qui en sont réduits à la défensive.

Finalement, après le départ de la manifestation, la délégation se retrouve face à face avec les forces de l'ordre. Les flics font les sommations et, sur la demande des patrons, leur demandent de quitter immédiatement les lieux. Ce que les travailleurs feront devant le rapport de force évident en faveur des policiers. L'unité pendant la grève entre les deux syndicats Syndicat unifié et CFDT est totale. Il y a des perspectives d'action nationale qui sont en discussion.

#### NATIONALEMENT LA TEMPÉRATURE MONTE

Il s'agit aujourd'hui de coordonner toutes les actions entreprises dans les différentes caisses. C'est en effet des solutions locales que les travailleurs recherchent, car chaque caisse est autonome, et a donc pouvoir de décision. Nationalement cependant, la température monte. Certaines caisses ont obtenu partiellement satisfaction sur l'application du statut et des classifications. D'autres comme dans les Bouches-du-Rhône sont en lutte, notamment à Avignon et à Draguignan. Et certaines vont se mettre en grève très prochainement à l'Île-sur-Sorgues. Les employés veulent obtenir dans chaque comité d'entreprise des satisfactions à leurs revendications. Des solutions locales existent mais cela va également de pair avec la nécessité d'une coordination étroite entre nous. La grève à la caisse d'épargne sera victorieuse. Correspondant.

#### SAINTE-GENNEVIEVE-DES-BOIS

##### Six heures sur la Chine.

Ces six heures organisées par l'Association des amitiés franco-chinoises auront lieu le samedi 3 février de 16 h à 22 h au centre La balise, Résidence St-Hubert ; 1, rue Joliot Curie.

##### Au programme :

16 h à 17 h : Projection de diapositives réalisées par les amis ayant voyagé en Chine, l'été 1978.

17 h : Exposé-débat avec la participation de Régis Bergeron écrivain, président délégué de l'Association des amitiés franco-chinoises, sur le thème : la situation actuelle en Chine, « les quatre modernisations ».

18 h 30 à 19 h 30 : Film super 8, réalisé par des voyageurs en Chine, en juillet 1978.

A partir de 18 h : Buffet chinois.

20 h : Film chinois : *Les Miliciennes de la mer*.

Enfin, vous pourrez aussi regarder une exposition de photos sur la Chine, ainsi qu'une exposition de papiers découpés.

Participation aux frais : 7 F

Garderie pour les enfants assurée.

#### PLAISIR (Yvelines)

##### « Approches de la Chine »

Cette soirée est organisée par le Comité des Amitiés franco-chinoises de Plaisir. Au programme : diapositives sur la Chine, débat, table de vente, etc. Elle aura lieu le vendredi 9 février à 20 h 30, salle des 500 m<sup>2</sup>, Allée Saint-Just à Plaisir.

#### BLOIS

##### La politique étrangère de la Chine par les Amitiés franco-chinoises.

Les comités des Amitiés franco-chinoises de la région centre vont consacrer la journée du dimanche 4 février à une réunion d'étude sur la politique étrangère de la Chine.

A partir de 9 h 30 à Blois

Au centre d'accueil municipal : 48, rue de la Poste-la-Chaussée-St-Victor.

#### AULNAY-SOUS-BOIS

##### Journée portes-ouvertes dans le foyer Sonacotra

Cette journée est organisée par les résidents des foyers Sonacotra en grève de Sevran, Aulnay et Tremblay avec leur comité de soutien. Faites connaissance avec les résidents, leurs conditions de logement, venez soutenir leur lutte le samedi 3 février de 11 h à 20 h au foyer : 158 rue de Mity (près du cimetière).

Au programme : animation, visites du foyer, expo-photos, films, débats et interventions diverses.

##### Journée portes-ouvertes au foyer Romain-Roland

Pour commémorer le quatrième anniversaire de leur lutte, les résidents du foyer Romain Rolland organisent le 10 février une journée portes-ouvertes. Des films seront projetés, des débats auront lieu.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cédex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépot légal 1er trimestre 1979

Alors qu'au dernier conseil des ministres, le gouvernement a décidé de réduire de façon draconienne les dépenses d'hospitalisation, *L'Humanité Rouge* a organisé à Marseille une table ronde réunissant des travailleuses de l'hôpital de la Timone

# Trop de travail et pas assez de personnel

**L**a médecine a réalisé des progrès énormes, les techniques médicales se sont largement améliorées et pourtant les conditions de travail des hospitaliers et la situation des malades restent mauvaises car en système capitaliste la médecine reste fondée sur le profit. Le CHR de la Timone est un immense hôpital dont la construction a été achevée en 1973. Il compte près de 5 000 salariés et 16 000 lits. C'est une véritable « usine » de la santé, ouverte à toutes les consultations externes. Le personnel a mené une lutte importante au mois d'avril 1978 pour l'obtention des 40 heures de travail par semaine, sans obtenir de succès (voir l'Humanité rouge No 871 du 19 avril 1978, No 873 du 21 avril 1978, No 877 du 27 avril 1978)

Des camarades du PCML travaillent dans cet hôpital et participaient à cette table ronde où étaient représentées diverses catégories de l'hôpital : une employée, une laborantine, deux infirmières, une aide-soignante.

Étaient aussi présents un camarade qui a longtemps été malade et une travailleuse familiale.

Au cours de cette table ronde, le temps a manqué pour élaborer les revendications et nos perspectives de lutte qui feront l'objet d'une prochaine table ronde. Nous avons surtout débattu des conditions de travail et des conséquences sur les malades.

vrai que les infirmières font souvent le travail du médecin. Mais c'est souvent parce que le personnel médical fait défaut, ainsi dans la réanimation dont j'avais la charge. On s'est battu pour que la réa ferme, vu le manque de personnel. Le patron a refusé pour ne pas perdre de lits, il n'a pas voulu non plus fermer le secteur privé.

■ L'aide soignante : Il y a méconnaissance sur ce que chacun doit faire. Le personnel entretient lui-même cette confusion de tâches pour une question de sentimentalisme (on veut faire

plaisir ou ne pas faire de peine à un tel ou une telle de la catégorie au-dessus...). A partir du jour où il y aura refus de faire des tâches pour lesquelles on n'est pas qualifié, ça changera...

■ La laborantine : la hiérarchie est mauvaise. Elle est très pesante à l'hôpital et elle est érigée comme barrière sociale. Chaque catégorie de personnel, par exemple, a des blouses de couleurs différentes et comme si ça ne suffisait pas, les badges où est inscrit notre nom sont eux aussi différents. Blouse bleue pour

l'employée avec un badge avec deux bandes bleues ; blouse blanche pour l'infirmière avec un badge à bande jaune ; blouse à carreaux bleus et blancs pour les aides-soignantes, etc. On ne peut pas se tromper !!! En fait, la hiérarchie n'est pas fondée sur les compétences de chacun.

■ L'aide soignante : Ça c'est le problème du recrutement et des crédits. Le personnel, en faisant le travail de la catégorie supérieure masque les vrais problèmes. Il faudrait mieux repenser le programme de préparation

aux diplômés d'infirmiers et d'aides-soignants.

■ L'employée : En tant qu'employée, je peux vous dire qu'on n'a pas le droit d'ouvrir la bouche. On est réduit au rôle de balai. On nous prend pour des imbéciles, on ne nous parle pas. Faire le ménage, c'est un boulot, c'est mon boulot, utile dans l'hôpital, voire indispensable, on peut quand même nous parler.

■ La laborantine : Je constate que si on essaie de faire le travail de la catégorie du dessus, on n'essaie jamais de faire le travail de la catégorie du dessous. Un médecin fait-il le travail d'une infirmière et ainsi de suite ?

■ La deuxième infirmière : Le seul moyen d'avoir de la promotion, c'est de se faire bien voir.

■ L'aide-soignante : On oublie souvent que notre travail a comme objet une personne humaine, une vie humaine.

■ La première infirmière : Le malade, on n'y pense pas trop. Le climat général, le trop de travail, toujours courir à droite et à gauche, tout cela nous empêche de discuter avec les malades. On travaille comme des dingues, si on parlait avec les malades, si on pouvait mieux s'occuper d'eux, les malades guériraient certainement plus vite. Moi-même j'ai été malade, j'ai enfin pris alors conscience de ce que ressentait un malade.

■ La deuxième infirmière : Au niveau du bloc opératoire, jamais on pense qu'il y a un malade. On ne s'occupe que du chirurgien. C'est inhumain, de temps en temps on veut crier !!

■ Un malade : Au début de ma maladie, mon généraliste ne m'a pas envoyé voir un spécialiste, puis quand je suis allé voir le spécialiste qui m'a hospitalisé, je prenais entre 20 et 30 médicaments par jour, mon foie en a pris un coup mais le spécialiste ne s'en occupait pas. On soigne une partie du corps au détriment de l'autre, bien qu'en ce moment, on remette l'accent sur le médecin généraliste.

■ La deuxième infirmière : Il y a des traitements où on passe vraiment à côté.

■ L'aide-soignante : Il y a des examens inutiles et des faux examens. Les faux examens, ce sont par exemple les analyses de sang du personnel ou d'un malade partant au laboratoire sous le nom d'autres malades. C'est pour la recherche peut-être, mais c'est la Sécurité sociale qui fait les frais de l'opération. Le personnel dans ce cas-là accepte d'être complice. Les malades ne sont pas défendus. On expérimente sur eux des médicaments nouveaux, la famille et le malade ne sont presque jamais avertis. Les laboratoires versent aux médecins des sommes qui doivent aller dans des caisses noires (mais en fait, on ne sait pas où ça va).

■ Le camarade : Les malades sont traités comme des robots.

■ La travailleuse familiale : Les malades vont à l'hôpital désespérés, ils ne savent rien. Une Algérienne (mère de sept gosses) est entrée le 23 décembre, le 3 janvier, elle n'avait encore reçu aucun soin. Le médecin lui a seulement signalé qu'il y aurait une exploration.

■ L'aide-soignante : Il faudrait créer des associations de malades, faire une charte du malade qui résume ses droits.

■ La deuxième infirmière : Dans les procès on attaque toujours les mêmes catégories, souvent les anesthésistes alors que les chirurgiens ne trinquent pas. Quand les malades s'aventurent à poser des questions, on leur répond qu'est-ce que ça peut vous faire, c'est la Sécurité sociale qui paye.

(1) Nursing : Ce sont les soins donnés au malade alité en général qui contribuent à éviter les complications secondaires (escarres notamment) et qui contribuent aussi au bien-être général du malade.



Au mois d'avril 1978, les travailleuses et travailleurs de la Timone ont mené une lutte pour obtenir les 40 heures par semaine. Hélas, sans succès. (Photo HR).

■ Une infirmière : la dégradation des conditions de travail a des repercussions non seulement sur le personnel, mais aussi sur les malades.

■ La deuxième infirmière : Oui, les conditions de travail se dégradent, elles sont mauvaises et se répercutent sur les malades qui souvent sont mal à l'aise. Ils n'ont pas les soins de « nursing » (1) et même post-opératoires qu'ils devraient avoir et il y a un manque de relations entre le personnel et les malades.

■ Une laborantine : Dans mon service, le congé de maternité n'est pas remplacé, cela nous pose des problèmes car il faut tourner plusieurs mois avec une personne en moins.

■ Une employée : Dans le mien pour 24 malades, il y a une infirmière et une aide-soignante seulement. Une infirmière malade ne sera pas remplacée.

■ Une infirmière : La direction de l'Assistance publique de Marseille a appelé toutes les longues maladies pour leur faire reprendre le travail. Elle fait subir au personnel malade des pressions insupportables.

■ La deuxième infirmière : Si le personnel est malade, c'est qu'il y a un ras-le-bol, on s'arrête parce qu'on est crevé, on a quand même le droit de tomber malade.

■ Une aide-soignante : le ras-le-bol correspond à une violence : trop de travail et pas assez de personnel. Les employées disent ne pas avoir le temps de bien nettoyer les lits et les chambres. On se fatigue, on tombe malade, on n'est pas remplacée : c'est un cercle vicieux, on est accablée à se mettre en maladie. Il y a des lois justes qu'il est impossible d'appliquer : par exemple, les mères de famille prenant des jours administratifs ne sont pas remplacées, les autres font le travail et se fatiguent.

■ Une infirmière : Le malade pâtit du manque de personnel. Au mois d'août, j'ai assuré toute seule une unité plus une salle de réanimation. Un malade de l'unité a eu des arrêts respiratoires, son mal s'est aggravé. Je n'ai pas eu la possibilité de m'en rendre compte. A la réanimation, un malade est mort pendant que je faisais des soins dans l'autre unité, je m'en suis aperçue trop tard. C'est un scandale dû au manque d'effectifs, je l'ai fait savoir aux échelons supérieurs hiérarchiques, mais rien n'a été fait, l'affaire a été étouffée.

■ La deuxième infirmière : Dans mon service, il n'y a pas d'infirmière de nuit. Le service de nuit est assuré par les aides-soignantes. Avec une telle insuffisance, une enfant est morte après une opération qui n'aurait pas dû avoir de conséquences graves.

■ Une aide-soignante : C'est grave de confier un travail de nuit au personnel aide-soignant ou aux employées. Le personnel aide-soignant (JO du 10 mai 1971) ne peut donner que des soins d'hygiène corporelle sous la responsabilité du personnel infirmier diplômé et à l'exclusion de tout soin infirmier. Dans les faits, il y a deux points graves : on met les aides-soignants dans une situation d'infirmier, et ils font donc des gestes qui relèvent du personnel infirmier. Ils croient être couverts par l'hôpital, mais ce n'est pas le cas, pour faire une piqûre, il faudrait une autorisation écrite. Des gens font un travail pour lequel ils ne sont pas qualifiés, de même les infirmières font le travail des médecins. Il y a une contradiction entre la demande des infirmières pour accroître leurs effectifs et le fait qu'elles font le travail des médecins, chacun doit rester à sa place.

■ La deuxième infirmière : Le travail de chacun est mal déterminé. Les infirmières donnent des soins importants, d'après ce que je sais, la détermination de travail est plus précise dans les pays frontaliers qu'en France.

■ La première infirmière : C'est